

[Text]

paid to this matter of agent status, "Agent of Her Majesty" status. This is a grey area in need of some attention.

Under the area of directing, we think there should be a communication of government priorities tabled in Parliament, including clear statements of objectives against which the corporation can measure its corporate performance as well as compensation for government activities, which happens in the Post Office and CN now. There should be controls over appointments and dismissals of directors, chairpersons and presidents, and the duties of these people should be set out as well as the duties of the officers. There should be provision for direction over executive salaries, government approval of by-laws, and comments regarding conflicts of interest.

Under the general caption of controlling, I suggest there should be scheduling of all wholly owned corporations and scheduling according to clearly stated criteria to provide an appropriate degree of control over Crown corporations, which was originally intended, although it does not seem to be working very well right now. I believe there should be a submission of corporate plans for review by government, with a summary tabled in Parliament for information to all parliamentarians.

Under the area of reporting, I think there should be a reporting of costs and results in relation to objectives and authorized expenditures to both Parliament and government. I think the Treasury Board request for information should be addressed. There should be a review and assessment of reported performance by Parliament and by government.

With respect to the appointment of auditors, I think this issue should be addressed in the legislation. I am an advocate of the creation of audit committees. I think private sector auditors should have the right to consult with the Auditor General should they deem it important. The legislation should deal with special reports to the directors. All Crown-owned entities should have a comprehensive audit.

**Mr. Desmarais:** What is the relationship between your office and private sector auditors in the case of Crown corporations, especially in view of their request for a comprehensive audit?

**Mr. Dye:** Our relationship is good. I am often in contact with the private sector auditors and we have a professional relationship where the private sector auditor may be the auditor of a Crown corporation. In my capacity as Parliament's auditor we write to them annually to determine whether there are matters of interest to Parliament and whether they have complied with all requirements under the Financial Administration Act. The auditor of a Crown corporation, whether he is a private sector auditor or from my office, has exactly the same responsibility, so it does not matter whether you have my office or a private sector auditor in terms of what work should be done by that auditor.

[Translation]

statut de «mandataire de Sa Majesté». Le statut est flou et mériterait d'être précisé.

Pour ce qui est de la direction, il nous semble qu'il faudrait communiquer les priorités du gouvernement présentés au Parlement et déclarer des objectifs précis qui permettraient à la société d'évaluer son rendement et de calculer les indemnités versées pour les activités gouvernementales comme on le fait actuellement aux postes et au CN. Il faudrait prévoir des contrôles sur les nominations et les renvois des administrateurs et des présidents; leurs fonctions et celles des dirigeants devraient être précisées. Des normes devraient viser les salaires des directeurs, l'approbation des règlements par le gouvernement et la question de conflits d'intérêt.

Sous le titre général de contrôle, j'ai proposé de dresser des listes de toutes les sociétés appartenant exclusivement à la Couronne; ces listes devraient être dressées en fonction de critères formels qui en permettraient un contrôle adéquat, ce qui avait été prévu au départ, mais qui ne semble pas donner de bons résultats à l'heure actuelle. Les projets des sociétés devraient être soumis à l'étude du gouvernement et un résumé devrait en être envoyé au Parlement pour que tous les parlementaires en aient connaissance.

Pour ce qui est des rapports, il faudrait remettre au Parlement et au gouvernement un rapport sur les dépenses et les résultats obtenus à l'égard des objectifs visés et des dépenses autorisées. Il faudrait étudier les demandes de renseignements du conseil du Trésor. Le Parlement et le gouvernement devraient faire une étude et une évaluation du rendement signalé.

La Loi devrait prévoir la nomination de vérificateurs. Je suis en faveur de la création de comités de vérification. Il me semble que les vérificateurs du secteur privé devraient être autorisés à faire appel au vérificateur général lorsqu'ils l'estiment nécessaire. La Loi devrait trancher la question des rapports spéciaux remis aux dirigeants. Toutes les sociétés de la Couronne devraient être dotées d'un processus de vérification intégrée.

**M. Desmarais:** Quels sont les rapports entre votre bureau et ceux des vérificateurs du secteur privé en ce qui a trait aux sociétés de la Couronne, étant donné qu'ils ont demandé une vérification intégrée?

**M. Dye:** Nos rapports sont bons. Je communique souvent avec les vérificateurs du secteur privé et le vérificateur d'une société de la Couronne peut être quelqu'un du secteur privé. En tant que vérificateur mandaté par le Parlement, je leur écris tous les ans pour savoir s'ils veulent soulever des questions qui intéresseraient le Parlement ou s'ils ont respecté toutes les exigences de la Loi sur l'administration financière. Qu'il soit un employé de mon bureau ou quelqu'un du secteur privé, le vérificateur d'une société de la Couronne a exactement les mêmes responsabilités; les travaux des vérificateurs sont absolument les mêmes.